

Pétrole et gaz du Canada—Loi

se concrétiser. Ces objectifs doivent être énoncés bien clairement. J'y reviendrai dans quelques instants.

J'ai le regret de dire que certains indices donnent à penser qu'au cours des derniers jours, le gouvernement du Canada a relâché la mise en vigueur du Programme énergétique national et de ces objectifs à la suite des pressions exercées par le gouvernement américain. Hier, l'organisme gouvernemental chargé de ces questions a fait savoir qu'on avait assoupli les règles de participation canadienne. Hier, à Washington, le gouvernement américain a exposé très clairement au Congrès les objectifs qu'il poursuit dans les négociations avec le Canada au sujet de ces dispositions. Les porte-parole de la Maison-Blanche ont dit trois choses. Premièrement, ils veulent que le Canada mette un terme au système de subvention sélective; deuxièmement, qu'il fasse cesser les prises de contrôle de sociétés américaines dans le secteur énergétique; et troisièmement, qu'il contienne l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Je regrette d'avoir à dire que les Américains sont sortis vainqueurs de ce petit jeu de pressions. Pour s'en convaincre, il suffit de lire le discours qu'a prononcé la semaine dernière l'ambassadeur des États-Unis au Canada. Il a carrément affirmé que l'AEIE avait été maîtrisée.

Ce que les jeux de coulisses et les questions quotidiennes à la Chambre ne reflètent pas, c'est le fait que le cabinet avait prévu ce que j'appelle le PEN 11. Cela devait figurer dans le budget, mais on n'en parle plus. Nous ne bénéficierons pas d'une stratégie industrielle issue d'une AEIE élargie synonyme du PEN 11.

Au cours des prochains mois, nous allons voir le gouvernement se dérober de jour en jour aux principes qui sont énoncés dans le Programme énergétique national. C'est bien dommage. Je voudrais dire un mot de ces principes. Le premier est le contrôle canadien de l'industrie énergétique. Pourquoi les Canadiens le souhaitent-ils? Mon amendement porte là-dessus parce qu'il augmente sensiblement, non pas la propriété, mais le contrôle canadien de l'industrie énergétique.

Les Canadiens le souhaitent pour diverses raisons. L'exploitation déprédatrice des sociétés pétrolières leur déplaît. Ce ne sont pas là seulement des élucubrations de la part d'un radical-socialiste de gauche. Les faits sont confirmés par des rapports du gouvernement du Canada et des ouvrages internationaux des cinq dernières années. Le rapport Bertrand a démontré que la collusion en matière de prix et de procédés déprédateurs se pratiquaient depuis des années. Les avocats des sociétés pétrolières se sont indignés. Les preuves sont solides. Cela n'a rien de neuf. J'ai ici le livre d'Anthony Sampson, *The Seven Sisters* qui a paru il y a quelque temps déjà. Cet auteur a une réputation internationale. Le livre révèle que les mêmes procédés ont eu cours sur le plan international durant les cinquante dernières années.

Les Canadiens veulent contrôler leur propre industrie énergétique. Ils veulent mettre un terme au pillage. Les Canadiens veulent le contrôle de leur industrie énergétique pour mettre fin à l'exode de capitaux. On fait souvent valoir que l'élément étranger dans notre secteur pétrolier nous a fourni une source de capitaux étrangers dont nous avons grand besoin. Mais c'est une histoire en l'air. Depuis la hausse des prix de 1974, nous exportons des capitaux. L'industrie en a exporté pour un montant de 2.1 milliards entre 1975 et 1979. En y ajoutant les dividendes et les intérêts, le montant global des sorties attein-

draient les 3.7 milliards dans cette période. Ce ne sont pas là mes chiffres mais ceux du Programme nationale de l'énergie ou à la page 17 l'on indique que nous exportons des capitaux.

Troisièmement, les Canadiens sont d'avis que les décisions dont dépendent la base et l'étendue du développement devraient être prises ici, au Canada, et non pas à l'étranger. On en trouve un bon exemple dans le cas d'Hibernia qu'on est sur le point de mettre en valeur. Quelle tragédie que les décisions soient prises essentiellement à New York parce que Mobil détient les baux et le contrôle d'Hibernia. Les Canadiens tiennent à ce que ces décisions soient prises au Canada, plutôt qu'à New York ou à Houston.

Les Canadiens tiennent aussi à contrôler leur industrie énergétique parce que le régime actuel nous fait perdre la technologie de recherche et de développement. L'an dernier, le député d'Oshawa (M. Broadbent) a démontré à la Chambre des communes, à coup de lettres et de documents de la société Imperial Oil, que cette dernière envoyait tous les résultats de ces recherches sur l'exploitation, des sables bitumineux à sa société mère, Exxon de New York. Nous faisons des recherches sur l'exploitation du pétrole lourd et des sables bitumineux. Nos travaux sont les plus avancés au monde dans ce genre de mise en valeur. Qu'en faisons-nous? Nous permettons à une société sous contrôle étranger d'envoyer tous les contrats de recherche et les brevets exclusifs à sa société mère aux États-Unis.

Il faut mettre fin à de pareilles pratiques. La preuve est là. J'en ai cité quelques bribes. Il faut être aveugle pour ne pas le voir, et les Canadiens ne sont pas aveugles. Ils sont peut-être préoccupés, mais ils ne sont pas aveugles.

Le deuxième principe à la base du Programme énergétique national, un excellent principe, prévoit une participation considérable du secteur public. La société Petro-Canada est très populaire dans le pays. Vous n'avez qu'à demander au parti conservateur. Vous pouvez aller plus loin et regarder les résultats des sondages. Les députés ont envoyé des questionnaires ou des bulletins à leurs électeurs. J'envoie les miens à la population de Vancouver-Kingsway. J'ai demandé à mes électeurs ce qu'ils pensaient de Petro-Canada et de la participation du gouvernement dans l'industrie pétrolière. Les réponses ont nettement démontré que les gens aiment Petro-Canada. Ils veulent une société pétrolière d'État et ils veulent qu'elle soit active et qu'elle prenne de l'expansion. L'autre jour, on pouvait lire dans un article du *Globe and Mail* que dans l'ouest du Canada les ventes de Petro-Canada sont à la hausse dans les stations-service qu'elle a achetées de la société Pacific Petroleum. Dans l'est du Canada on installera bientôt des enseignes de Petro-Canada dans les stations-service Petrofina. Quand on aura fait cela, monsieur l'Orateur, les gens recevront leur carte de crédit Petro-Canada et les ventes augmenteront. Les gens sont favorables. Voilà une chose qu'il importe de comprendre.

● (1230)

Mais le gouvernement n'a pas—et c'est là-dessus que nous différons d'opinion avec lui—le gouvernement n'a pas suivi ce principe.

Une voix: Sur quoi différez-vous d'opinion?

M. Waddell: Mon ami demande sur quoi nous différons d'opinion. Je vais le dire exactement. Ce que le gouvernement et le bill vont faire, c'est de prendre les grosses sociétés américaines et remplacer les petites sociétés par de grosses